

Le président Macri est coincé

Argentine L'ajustement structurel a débuté. Comment battre les péronistes en 2019 ?

Entretien Marie-France Cros

Depuis samedi, le 15 septembre, le processus budgétaire a été légalement enclenché en Argentine, qui est entrée dans un programme d'ajustement structurel pour séduire le FMI (Fonds monétaire international), auquel Buenos Aires a demandé un prêt de 50 milliards de dollars. Le FMI doit se prononcer d'ici novembre. Mais cet argent a-t-il une chance de sortir de l'ornière un pays qui craint de retomber dans la grave crise de 2001 ? Nous l'avons demandé à Xavier Dupret, économiste à la Fondation Jacquemotte, qui suit de près ce pays.

Comment expliquer cette récession de la troisième économie d'Amérique latine ?

C'est clairement un problème de demande intérieure. Celle-ci est cadencée parce que les ménages ont dû freiner leur consommation à la suite de la décision du président Macri de ne plus subventionner l'électricité et de la faire payer en dollars ; cette décision a entraîné une rapide hausse des prix de l'énergie, qui a entraîné d'autres hausses de prix. Car l'industrie argentine est surtout une agro-industrie ; le pays fabrique peu de biens de consommation lui-même : il importe – en dollars – les composants des voitures ou des téléphones portables qu'on y fabrique. Ceux-ci ont renchéri avec la chute du peso, qui a perdu plus de 50 % de sa valeur depuis janvier. Pour pouvoir vendre, les entreprises ont dû réduire leurs marges bénéficiaires et, comme la demande avait diminué, réduire leur production. Ce double phénomène a entraîné une récession.

Le reste du continent est-il frappé par la crise ?

Cela dépend des pays. La Bolivie, par exemple, s'en tire bien, ainsi que, dans une moindre mesure, la Colombie, le Pérou, l'Uruguay. Mais le même phénomène peut apparaître dans d'autres pays du continent, comme le Chili, ou plus éloignés, comme la Turquie. Parce que les États-Unis ont augmenté leurs taux d'intérêt, les capitaux y sont attirés, au détriment des pays en développement qui ont une crise du change. Certains pays émergents résistent mieux : ceux qui ont un faible endettement et une balance commerciale équilibrée, comme la Bolivie.

Juste avant de se rendre à Washington pour négocier une accélération des versements du prêt de 50 milliards de dol-

lars qui lui a été consenti, le président Macri a promis qu'il n'y aura plus de déficit budgétaire en 2019, dernière année de son mandat. Est-ce possible ?

En théorie, oui. S'il arrête tous les programmes sociaux. Mais il ne peut se le permettre avec des élections l'an prochain. Son drame est qu'il est tenu par deux contraintes : la récession et la dollarisation de l'économie. Tous ses calculs budgétaires sont basés sur le fait qu'il n'y aura pas de récession en 2019 ; or il va trancher dans les dépenses publiques et le climat ne sera donc pas à la croissance. La récession est probable en 2019 et 2020, ce qui entraînera une baisse des recettes fiscales pour l'État. S'agissant de la dollarisation de l'économie, il faut savoir qu'en Argentine, habituellement, une voiture se paie en dollars, comme une maison. Donc, dès que la situation économique n'est pas bonne, entreprises et ménages étendent cette habitude à d'autres biens, par crainte de détenir une monnaie dont la valeur baisse ; cela accroît l'inflation, qui va "manger" la croissance qui pourrait être créée.

Le gouvernement Macri est en négociation avec le FMI pour en obtenir le versement accéléré des 35 milliards de dollars qui restent sur le prêt consenti, 15 milliards ayant déjà été versés. Si ces 15 milliards n'ont pas enrayé la chute du peso, qu'est-ce qui permet de croire que les 35 milliards y arriveront ?

Si c'était crédible, le marché y croirait et ce n'est pas le cas puisque le peso, après un très court arrêt les 7, 8 et 9 septembre, a recommencé à chuter. Qu'a fait le gouvernement argentin avec ces 15 milliards de dollars ? Il a revendu du dollar pour soutenir le peso. En vain. Et il ne donne pas l'impression qu'il peut obtenir des dollars autrement qu'en en demandant au FMI.

La chute du peso et le recours au FMI ont sapé le moral des Argentins et M. Macri n'a plus que 34 % d'opinions favorables...

C'est un vrai problème, pour lui. Avec 34 %, un péroniste pourrait encore espérer – parce que son parti a des relais dans la société (syndicats, organisations de base...). Mauricio Macri n'a pas cet appui : c'est la première fois que sa famille politique – les libéraux conservateurs – arrive au pouvoir par les urnes ; elle y était arrivée en 1976 par un coup d'État militaire. De plus, sa politique a longtemps consisté à dire "c'est moi ou Cristina" (NDLR : Fernandez, dernier chef d'État péroniste, au pouvoir de 2007 à 2015, après le mandat de son mari Nestor Kirchner, de 2003 à 2007), dont il a fait le symbole de la corruption. Ce faisant, il maintient la notoriété de sa rivale, qui garde un poids politique certain. Pour lui, il est impérieux



Mauricio Macri n'a pas créé plus de richesses et il y a beaucoup moins de partage que sous les péronistes. Son plan suscite le doute et la présidentielle est en 2019.

"Si c'était crédible, le marché y croirait et ce n'est pas le cas puisque le peso a recommencé à chuter."

Xavier Dupret
Économiste à la Fondation Jacquemotte, suit de près l'Argentine.

qu'elle soit jugée et condamnée avant les élections de 2019 : sous la présidence Cristina, l'inflation était la même qu'aujourd'hui (40 %), le PIB aussi, mais il y avait moins d'exclusion sociale et la récession était moins importante. La politique de Macri n'a pas créé plus de richesse et il y a beaucoup moins de partage. Mais sortir Cristina de la course à la Présidence par une condamnation est risqué. Oui, ses deux mandats ont divisé les péronistes entre l'aile gauche, qui lui est favorable, et les modérés. Mais pour la juger, il faudra lever son immunité de sénatrice ; puis organiser une primaire pour désigner un candidat péroniste à la Présidence. Cela va réunifier les péronistes, donc les renforcer.

Jean ELSÉN & ses Fils s.a.
DEPUIS TROIS GÉNÉRATIONS

ACHAT - VENTE - EXPERTISE
DE MONNAIES & MÉDAILLES
VENTES PUBLIQUES

www.elsen.eu

Avenue
de Tervueren, 65
1040 Bruxelles
Tél. 02-734.63.56
sur R.-V.